

Solidarité avec les 3 de Perpignan et les 7 d'Alençon, par la Gauche anticapitaliste

[La Gauche anticapitaliste](#) apporte son soutien total aux militants en procès à Perpignan le 20 juin et Alençon le 27 juin pour avoir appelé au boycott citoyen d'Israël tant que cet Etat ne respecte pas les droits humains du peuple palestinien.

C'est une situation d'apartheid que connaît le peuple palestinien. La stratégie israélienne consiste à le découper en morceaux. Le refus du droit au retour dans leurs foyers de millions de réfugiés les assignent dans des camps depuis trois générations. Avec l'annexion de Jérusalem Est se poursuit la « judaïsation » de la vieille ville, avec son cortège de destruction de maisons et d'expulsions. Les « Palestiniens de 48 », même « citoyens israéliens », sont privés des droits fondamentaux d'accès au travail, au logement, à la terre. L'occupation de la Cisjordanie s'accompagne d'une poursuite de la colonisation, où Mur et routes réservées permettant le vol de la terre et de l'eau. Le blocus de Gaza en fait une prison à ciel ouvert. Israël viole délibérément résolutions de l'ONU et recommandations de la Cour Internationale de Justice.

Comme l'a établi le Tribunal Russell sur la Palestine, la situation est à bien des égards pire que celle que vivaient les Noirs d'Afrique du Sud, et elle s'aggrave malgré la résistance populaire en raison d'un rapport des forces totalement déséquilibré.

Il n'y aura pas de perspective de paix sans que soit rendu justice au peuple palestinien. Il faut pour cela que soit mis fin à l'impunité que la « communauté internationale » accorde à cet Etat et à ses responsables politiques et militaires coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité. Devant l'inertie délibérée des instances internationales, la

société civile palestinienne (plus de 170 de ses organisations) nous demande de boycotter les produits et les institutions de cet Etat, d'exiger que les entreprises et sociétés retirent leurs investissements de ce pays, et que des sanctions soient infligées. C'est la campagne BDS, qui est un acte de moralité publique. Il est insupportable que la France soit LE pays qui prétend criminaliser cette réponse citoyenne à l'appel d'un peuple en danger.

Il est insupportable que la circulaire adressée aux Procureurs par Madame Alliot-Marie, Garde des Sceaux, pour leur enjoindre de poursuivre tout appel au boycott n'ait pas encore été abrogée par Mme Taubira et le nouveau gouvernement.

Il est insupportable que l'on fasse peser sur nos camarades le soupçon infamant d'antisémitisme quand il ne s'agit que de critiquer la politique d'un Etat. Disons le clairement : les accusations lancées par les représentants autoproclamés d'une « communauté juive » relèvent de la prophétie autoréalisatrice. En prétendant qu'il y a antisémitisme quand il y a critique d'Israël, en prétendant que Juif = sioniste au moment où cette idéologie se dévoile totalement dans sa dimension colonialiste, ils favorisent la résurgence de cet antisémitisme qu'ils affirment combattre.

Les militants de Perpignan et d'Alençon, et ceux qui ultérieurement risquent de devoir également répondre de leurs actions devant d'autres tribunaux, ont notre total soutien.

La Gauche anticapitaliste, membre du Collectif national pour Une Paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, membre de la campagne BDS France, attend que ces camarades soient relaxés, et espère que la campagne prendra une nouvelle vigueur, imposant à nos gouvernants de suspendre l'accord d'association entre l'Unon Européenne et Israël et de ne plus recevoir les criminels de guerre en déroulant devant eux le tapis rouge, mais de les poursuivre en justice.

Gauche anticapitaliste